

Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Relation aux usagers

Présents :

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

Absents / Excusés :

Jean-Dominique DELAVEAU, Flora LABOURIER, Patricia MIRALLES

Recensement de la population 2025 - Création de postes d'agents recenseurs - Rémunération - Approbation

Madame Radia TIKOUK, Adjointe au Maire, rapporte :

Le recensement permet non seulement de produire de nombreuses informations sociologiques et statistiques sur la population et les logements et ainsi de mieux comprendre l'évolution de la Commune, mais également de fixer le chiffre légal de population à partir duquel sont calculées, entre autres, les dotations allouées à la Commune par l'Etat. Le nouveau chiffre légal de population au 1^{er} janvier 2021, publié le 1^{er} janvier 2024, est de 302 454 habitants. La population légale de la Ville est calculée et connue chaque année.

L'enquête de recensement est préparée et réalisée par la Ville en partenariat avec l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) qui organise et contrôle la collecte. Les opérations de collecte annuelle des données de recensement débuteront le jeudi 19 janvier 2025 et se termineront courant mars 2025, au retour définitif des informations collectées auprès de l'INSEE.

Le nombre de logements à recenser en 2025 étant estimé à environ 14 466, il est prévu de créer au tableau des effectifs 85 postes d'agents recenseurs.

Les éléments constituant la rémunération des agents recenseurs :

1- La rémunération de la formation :

Ce n'est qu'à l'issue de la formation de deux demi-journées que les agents recenseurs pourront prétendre exercer leurs fonctions et être désignés en cette qualité par arrêté municipal. Il est proposé de rémunérer chaque demi-journée 30 €.

2- La rémunération de la tournée de reconnaissance :

Cette tournée consiste à repérer, confirmer ou rectifier le nombre de logements à chaque adresse à recenser. Compte tenu de l'importance de ce travail de repérage des logements durant une semaine, il est proposé de rémunérer la tournée de reconnaissance au tarif de 60 €. Dans le cas où le travail de l'agent recenseur serait partiellement réalisé, la tournée de reconnaissance serait rémunérée à hauteur de 30 €. Si ce travail n'est pas réalisé, il est proposé qu'il ne soit pas rémunéré et que l'agent soit remplacé.

3- La rémunération de la collecte :

- La base de rémunération unitaire des documents collectés par l'agent recenseur dans les termes de la délibération du 27/11/03 :

- Feuille de Logement : 0,24 € ;
- Bulletin Individuel : 0,40 € ;

- La prime de résultat :

Elle s'ajoute à la base de rémunération unitaire dans le cas où l'agent recenseur a effectué un travail satisfaisant. Il est proposé d'augmenter de 0,01 € le montant de la prime unitaire concernant la feuille de logement et le bulletin individuel, comme il est de coutume chaque année depuis la mise en place du recensement annuel de la population :

- Feuille de Logement : 1,48 € ;
- Bulletin Individuel : 1,46 €.

4- La prise en compte de l'Enquête Familles dans la rémunération de la collecte :

L'Enquête Famille a été mise en place en 1954 par l'INSEE pour compléter, pour un échantillon de personnes recensées, les informations recueillies lors du recensement. Les objectifs de l'Enquête Familles sont de recueillir des informations détaillées sur la composition des familles, les événements familiaux, la fécondité, l'origine sociale et géographique. La prochaine Enquête Familles de l'INSEE aura lieu en 2025 afin d'actualiser les résultats sur la fécondité et les situations familiales. Elle sera adossée à la collecte de l'enquête annuelle du recensement 2025.

Pour préparer au mieux cette opération de grande ampleur, une enquête pilote ciblée sur une zone de collecte de la Commune de Montpellier a été adossée à la collecte du recensement de 2024. En 2025 plusieurs Iris de la commune seront concernés. L'Enquête Famille sera affectée à un sexe. Dans les zones « *femmes* », toutes les femmes majeures seront concernées par l'enquête, et dans les zones « *hommes* », tous les hommes majeurs seront concernés.

Afin de prendre en compte cette charge supplémentaire pour les agents recenseurs chargés de réaliser la collecte des secteurs tirés au sort par l'INSEE, il est proposé de rémunérer le questionnaire de l'Enquête Familles sur la base de rémunération unitaire suivante :

- Rémunération de base : 0,40 € ;
- Prime de résultat qui s'ajoute à la rémunération de base dans le cas où l'agent recenseur a effectué un travail satisfaisant : 1,46 €.

5- L'instauration d'une prime compensatoire :

Cette prime vise à compenser le taux d'occupation par logement plus faible dans certains quartiers. Cette situation implique un nombre de passages plus élevé par l'agent recenseur pour recenser les habitants, ainsi qu'une rémunération plus faible puisque celle-ci est fonction du nombre d'habitants par logement. Il est proposé que le montant de cette prime compensatoire soit de 100 €. Cette prime ne serait versée que si l'agent recenseur va au terme de sa mission et aux agents affectés à des zones d'habitation au taux d'occupation moyen par logement inférieur à la moyenne de la ville.

6- L'instauration d'une indemnité de transports :

Lors de la campagne de recensement, l'agent recenseur est amené à se déplacer par ses propres moyens sur son secteur pouvant parfois être très vaste. Aussi, il est proposé d'instituer une indemnité de transports visant à compenser en partie les frais de déplacement et stationnement des agents à hauteur de 60 €. Cette prime ne serait versée que lorsque l'agent recenseur va au terme de sa mission.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider la création au tableau des effectifs du personnel communal de 85 postes d'agents recenseurs pendant la période correspondant aux opérations de recensement ;
- D'approuver les éléments constitutifs de la rémunération susvisée ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget communal ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-279400-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.